

## « L'euro est déjà à terre dans le débat public allemand »

par Elisabeth Humbert-Dorf Müller \*

(Le Monde, 25 mai 2011)

Le débat existe depuis longtemps, mais il a commencé à prendre de l'acuité à l'occasion d'un succès en librairie d'un ancien patron de l'industrie [Hans-Olaf Henkel], fin 2010. Le livre s'appelle *Sauvez notre monnaie ! (Rettet unser Geld !)*, et il préconise la partition de la monnaie européenne en euro du Nord (Allemagne, Pays-Bas, Autriche, Luxembourg, Finlande essentiellement) et euro du Sud (France, Italie, Espagne, Portugal, Grèce essentiellement).

Retraçant l'histoire de la monnaie commune, l'auteur souligne que l'euro est le fruit d'un deal franco-allemand qu'on peut réduire à l'équation : réunification allemande (revendication allemande) contre monnaie européenne (revendication française). L'euro est donc né parce que la France craignait une superpuissance allemande et pensait pouvoir la briser en l'impliquant dans une solidarité monétaire. Si Helmut Kohl voulait sa réunification, il n'avait pas le choix.

Tous les Allemands ne partagent pas cette analyse, mais voilà la force des best-sellers : un thème dont tout le monde parle, dans les médias ou dans le café du commerce, parvient à s'insinuer dans l'esprit de tous.

Dans les mois précédents, plusieurs tabous de la politique économique allemande avaient déjà été brisés : il y a d'abord eu dès 2009 les plans de relance imposés par les autres pays européens, France et Grande-Bretagne avant tout, qui allaient frontalement à l'encontre de la religion que la chancelière souhaitait imposer à tous, y compris ses partenaires de coalition sociaux-démocrates : une réduction constante des dépenses de l'Etat et la baisse des prélèvements obligatoires. Merkel fit mauvaise mine et accepta à la fin de coopérer pour éviter que la machine économique européenne sombre.

Puis, tout au long de l'année 2010, la Banque centrale européenne (BCE) a racheté des obligations de l'Etat grec pour que leur prix ne s'effondre pas. Cette décision a été prise exceptionnellement sans consensus au sein du Conseil des gouverneurs, et notamment avec le désaccord du président de la Bundesbank Axel Weber qui craignait que le bilan de la BCE, pilier de l'orthodoxie monétaire, se remplisse d'actifs de valeur douteuse. Weber a, quelques mois plus tard, démissionné de son poste et d'une possible succession à Jean-Claude Trichet. Le futur banquier central européen sera, avec très probablement l'Italien Mario Draghi, un représentant de l'Europe du Sud.

Ensuite, l'influence de l'Eurogroupe que certains n'hésitent pas à appeler un gouvernement économique, s'accrut. Si les Allemands pensaient encore éviter une coopération renforcée car ils ne veulent surtout pas d'un transfert décisionnel notamment dans les domaines budgétaire, fiscal et social vers une structure multilatérale, 2010 a été l'année de toutes les concessions pour eux.

Aujourd'hui, il n'y a guère que les directions des partis politiques établis (les chrétiens-démocrates, les sociaux-démocrates, les libéraux et les Verts) qui argumentent en faveur du maintien de la zone euro dans sa configuration actuelle. La base a commencé à se mobiliser contre ce dogme officiel, et un nombre croissant de députés se singularisent en réclamant la fin des opérations de sauvetage monétaire. De toute façon, partout ailleurs, le démontage est en cours : des économistes influents, des grands journaux nationaux (*Bild* bien sûr et son tirage de 3 millions d'exemplaires, mais aussi les très sérieux *FAZ* et *Die Welt*) et, surtout, les innombrables talk-shows télévisés dont les Allemands sont tellement friands : tous considèrent déjà cette aventure monétaire comme un échec, et, en tout état de cause, comme préjudiciable aux équilibres économiques de l'Allemagne. Ainsi, les finances publiques seront à nouveau sur une mauvaise pente en cas de sauvetage de pays du Sud, alors même que l'Allemagne s'est dotée d'une obligation constitutionnelle de ne quasiment plus s'endetter à partir de 2016. Mais il y a aussi le spectre de l'inflation qui guette la zone euro en raison d'une politique de taux trop laxiste durant les trois dernières années.

Sur le plan plus émotionnel, la messe est également dite : pour une raison un peu mystérieuse, et en tout cas pas très compréhensible historiquement, les Allemands considèrent qu'ils sont les vaches à lait de tout le monde. Est-ce le traumatisme du Traité de Versailles de 1919 qui imposa des réparations impossibles à honorer à l'Allemagne ? Ou n'a-t-on pas besoin de chercher une référence historique, et est-ce tout simplement la cure économique des dix dernières années qui a donné la rage à ceux qui se sont serré la ceinture, sur le ton de "*si j'ai souffert, d'autres le devront également*".

Le grand philosophe Jürgen Habermas constate en tout cas que cette nouvelle mentalité allemande s'est installée au moment de la réunification et s'est renforcée depuis l'élection d'Angela Merkel en 2005. Il parle d'un recul de la "*culture de la réserve*" au profit d'une "*conscience auto-centrée*", aussi dans le domaine de la politique européenne qui vise désormais à installer "*une Allemagne européenne dans une Europe germanisée*".

L'opinion publique allemande semble imposer sa volonté d'agir en faveur de l'intérêt allemand avant tout, et la zone euro et sa gouvernance actuelle sont perçus comme contraires à cet intérêt. Tant que les dirigeants politiques ne s'émanciperont pas de cette pression, l'euro et la politique impulsée par l'Eurogroupe sont en danger de mort.

\*Elisabeth Humbert-Dorf Müller est consultante, spécialiste de l'Allemagne, et membre du PS et du SPD .